

## Paritair Comité voor de bewakingsdiensten

## Commission paritaire pour les services de garde

*Collectieve arbeidsovereenkomst van  
30 oktober 2003*

*Convention collective de travail du  
30 octobre 2003*

Instelling van een Fonds voor Bestaanszekerheid voor de bewakingsdiensten (Overeenkomst geregistreerd op onder het nummer )

Institution d'un Fonds de Sécurité d'existence du gardiennage (Convention enregistrée le sous le numéro )

### TITEL I. *Instelling*

### TITRE I. *Institution*

Artikel 1. In toepassing van de wet van 7 januari 1958 stelt het Paritair Comité voor de bewakingsdiensten een Fonds voor Bestaanszekerheid voor de bewakingsdiensten in, waarvan de statuten hierna worden bepaald.

Article 1er. En application de la loi du 7 janvier 1958, la Commission paritaire pour les services de garde institue un Fonds de Sécurité d'existence pour le gardiennage dont les statuts sont fixés ci-après.

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 oktober 2003 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Art. 2. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1er octobre 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vernietigt en vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 april 1974, gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 21 november 1997, geregistreerd op 6 november 1998 onder nummer 49408/CO/317.

Art. 3. Cette convention collective de travail annule et remplace la convention collective de travail du 10 avril 1974, modifiée par la convention collective de travail du 21 novembre 1997, enregistrée le 6 novembre 1998 sous le numéro 49408/CO/317.

Art. 4. Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan door elk van de ondertekenende partijen worden opgezegd mits een vooropzegtermijn van drie maanden, betekend bij aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de bewakingsdiensten.

Art. 4. La présente convention collective de travail peut être dénoncée par l'une des parties signataires moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la Commission paritaire pour les services de garde.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.

22-12-2003

03-02-2004

NR.  
N°

69665/101317

TITRE II . - Statuts.

**Chapitre 1<sup>er</sup> - Dénomination, siège, objet et durée.**

**Article 1<sup>er</sup>.** En vertu de la loi du 7 janvier 1958 sur les fonds de sécurité d'existence et autres fonds sociaux, il est institué un Fonds de Sécurité d'existence du Gardiennage " F.S.E.G.", ci-après dénommé " le Fonds".

**Article 2.** Le siège social et administratif est établi, rue de Birmingham, 225 1070-BRUXELLES.

**Article 3.** Le fonds a pour objet:

1. d'accorder des avantages sociaux divers;
2. de gérer les prépensions;
3. d'assurer la répartition et la liquidation de ces avantages;
4. de percevoir directement, en lieu et place de l'Office National de Sécurité Sociale, les cotisations sociales patronales légales se rapportant au Fonds;
5. de percevoir toutes cotisations complémentaires obligatoires permettant au Fonds, de liquider certains avantages sociaux;
6. d'accomplir toute mission qui lui serait confiée par les partenaires sociaux.

**Article 4.** Le Fonds est institué pour une durée indéterminée.

**Chapitre 2. Champ d'application.**

**Article 5.** Les présents statuts s'appliquent aux employeurs ressortissant à la commission paritaire n° 317, pour les Services de Garde, qu'ils soient ou non autorisés à fonctionner par le Ministère de l'Intérieur et à leurs travailleurs(euses) ouvriers(ères) salariés(e)s et aux employés(es) pour certaines missions.

**Chapitre 3. - Avantages et bénéficiaires.**

a. Prime syndicale

**Article 6.** Les travailleurs (euses) ouvriers (ères), membres d'une organisation syndicale, ont droit à une prime syndicale annuelle, fixée par une Convention Collective de Travail conclue au sein de la Commission paritaire n° 317 pour les Services de garde.

Les modalités d'application sont déterminées par un Règlement d'Ordre Intérieur " R.O.I." .

**ARTICLE 6bis.** Les employés (es), membres d'une organisation syndicale, ont droit à une prime syndicale annuelle, fixée par une Convention Collective de Travail conclue au sein de la commission paritaire n° 317 pour les Services de garde.

4

Les modalités d'application sont déterminées par un Règlement d'Ordre Intérieur « R.O.I. ».

b. Prépension :

**Article 7.** Un (e) travailleur (euse) ouvrier (ère) peut, s'il (si elle) réunit les conditions d'octroi reprises dans la convention collective de travail spécifique et relative aux prépensions, demander à pouvoir bénéficier des avantages liés à la prépension.

Les modalités d'application sont déterminées par un Règlement d'Ordre Intérieur " R.O.I."

c. Allocation extraordinaire de vacances:

**Article 8.** Une allocation extraordinaire de vacances est octroyée annuellement aux travailleurs (euses) ouvriers (ères).

Elle est égale à 8,33 % des revenus annuels bruts à 100 % et basée sur une période de référence, située entre le 1<sup>er</sup> octobre de l'année précédente et le 30 septembre de l'année en cours.

Excepté en ce qui concerne le précompte professionnel qui est du sur l'entièreté des allocations extraordinaires de vacances, seuls 5,33 % de l'allocation extraordinaire de vacances est soumise aux cotisations sociales.

Les modalités d'application sont déterminées par un règlement d'Ordre Intérieur " R.O.I".

d. Indemnité complémentaire de chômage:

**Article 9.** Une indemnité complémentaire est allouée aux travailleurs (euses) ouvriers (ères), placés (ées) en chômage économique.

Les modalités d'application sont déterminées par un Règlement d'Ordre Intérieur "R.O.I".

#### **Chapitre 4. - Liquidation des avantages et administration.**

**Article 10.** Hormis les indemnités de prépension et les avantages divers octroyés aux travailleurs (euses) ouvriers (ères) non syndiqués (ées), les organisations syndicales nationales sont chargées de la liquidation des avantages prévus aux articles précédents.

Les modalités d'application sont déterminées par un Règlement d'Ordre Intérieur " R.O.I".

**Article 11.** Le Fonds prend toutes les mesures administratives utiles pour que les sommes nécessaires aux paiements des divers avantages soient mises à la disposition des centrales syndicales nationales ouvrières, à la date prévue chaque année par le Conseil d'administration du Fonds.

**Article 12.** A ce titre, les centrales syndicales nationales concernées, feront parvenir au Fonds, pour le 15 novembre au plus tard, une demande écrite reprenant l'acompte qu'elles désirent recevoir en vue de la liquidation des divers avantages à leurs affiliés.

En cas de besoin, les centrales syndicales nationales ouvrières peuvent demander un acompte supplémentaire .

Un décompte final sera adressé au Fonds, pour le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivante, au plus tard, par les centrales syndicales nationales.

**Article 13.** Une indemnité, déterminée par le Règlement d'Ordre Intérieur " R.O.I.", est accordée aux organisations syndicales représentatives des travailleurs ( euses) ouvriers (ères), afin de couvrir les frais engendrés par la liquidation des divers avantages prévus aux articles 6-7-8-9, à leurs affiliés.

Le Fonds retiendra sur l'ensemble des avantages destinés aux travailleurs ( euses) ouvriers (ères) non syndiqués, une indemnité telle que définie dans le Règlement d'Ordre Intérieur " R.O.I."

**Article 14.** En début de l'année suivante et après avoir reçu en retour un exemplaire de tous les formulaires de la part des organisations syndicales nationales ouvrières, le Fonds se charge de l'établissement d'une fiche fiscale relative aux allocations extraordinaires de vacances.

Les modalités d'application sont déterminées dans un Règlement d'Ordre Intérieur " R.O.I."

**Article 15.** En début de l'année suivant la date d'émission du formulaire et après avoir reçu en retour un exemplaire de tous les formulaires pour le paiement de la prime syndicale employés ( es) de la part des organisations syndicales nationales. Le Fonds se charge de rembourser les montants de la prime syndicale employé (es) aux organisations syndicales .

Une indemnité, déterminée par le Règlement d'Ordre Intérieur « R.O.I. », est accordée aux organisations syndicales représentatives des employés (ées) afin de couvrir les frais engendrés par la liquidation des divers avantages prévus à l'article 6bis, à leurs affiliés.

Les modalités d'application sont déterminées par un Règlement d'Ordre Intérieur « R.O.I. ».

### **Chapitre 5 - Montants des cotisations patronales dues au Fonds et leur perception par le Fonds.**

**Article 16.** Les employeurs visés à l'article 5 sont tenus de payer des cotisations sociales patronales spécialement destinées au Fonds.

Ces cotisations, qui doivent être versées directement au fonds, ont pour but de financer les objets du Fonds.

**Article 17.** Le montant total des cotisations sociales patronales dues au Fonds par les employeurs visés à l'article 5, est un pourcentage calculé sur le montant de la masse salariale totale à 100 %, des travailleurs ( euses) ouvriers (ères), déterminée par le Conseil d'administration du Fonds à l'unanimité et entérinée par la commission paritaire 317.

**Article 18.** Tout changement de cotisations sociales patronales destinées au Fonds doit faire l'objet d'une décision prise au Conseil d'administration du Fonds et entérinée en commission paritaire.

**Article 19.** En vertu de l'article 6§1 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, les employeurs doivent satisfaire à des versements provisionnels mensuels.

**Article 20.** A dater du début du second trimestre 1996, les dates ultimes auxquelles le Fonds doit être en possession des provisions des cotisations sociales sont:

- pour le 1<sup>er</sup> trimestre: les 5 février, 5 mars, 5 avril et 30 avril (solde).
- pour le 2<sup>ème</sup> trimestre : les 5 mai, 5 juin, 5 juillet et 31 juillet (solde non prorogeable).
- pour le 3<sup>ème</sup> trimestre: les 5 août, 5 septembre, 5 octobre et 31 octobre (solde).
- pour le 4<sup>ème</sup> trimestre: les 5 novembre, 5 décembre, 5 janvier et 31 janvier (solde).

Les provisions mensuelles sont égales à 30 % des cotisations dues pour l'avant-dernier trimestre.

Toutefois, pour ce qui concerne les employeurs dont les cotisations de sécurité sociale totales, dues à l'office national de Sécurité Sociale pour l'avant-dernier trimestre, ne dépassaient pas 6.197,34 €, les paiements trimestriels restent d'actualité et les cotisations dues au Fonds doivent parvenir, au plus tard, à ce dernier respectivement avant le 30 avril, le 31 juillet (non prorogeable), le 31 octobre et le 31 janvier.

Si l'employeur n'était redevable pour l'avant-dernier trimestre, d'aucune cotisation sociale patronale, à l'Office National de Sécurité Sociale, le montant des provisions mensuelles est le taux appliqué par le Fonds sur base d'un forfait de 421,42 € par travailleur (euse) occupé (e) par l'employeur concerné, au cours du mois précédent.

**Article 21.** Les employeurs sont tenus d'expédier au Fonds, au plus tard avant le dernier jour ouvrable du mois qui suit la fin de chaque trimestre, une copie de la déclaration O.N.S.S. et du cadre comptable, relatifs au trimestre échu.

### **Chapitre 6 - Majoration et amende pour paiement tardif, recouvrement.**

**Article 22.** Dès dépassement des dates prévues pour le paiement des provisions et soldes des cotisations sociales dues au Fonds, l'employeur concerné est automatiquement astreint à une amende.

A défaut du paiement total de la part de ce dernier, dans les huit jours calendrier, à dater de la notification expédiée par le Fonds et en application de l'arrêté royal du 18 juillet 2000 (M.B. du 24.08.2000), une amende est exigible d'office et payable une seule fois et établie suivant "la tranche" de cotisations déclarées au trimestre concerné. Cette sanction est appliquée comme suit:

Montant des cotisations déclarées	Sanctions
0 à 18.592,02 €	123,95 €
18.592,02 € à 24.789,36 €	185,92 €
24.789,36 € à 37.184,03 €	247,90 €
37.184,03 € à 49.578,71 €	371,84 €
49.578,71 € à 61.973,39 €	495,79 €
61.973,39 € à 74.368,06 €	619,74 €
74.368,06 € à 99.157,41 €	743,68 €
99.157,41 € à 123.946,77 €	991,58 €
123.946,77 € à 198.314,82 €	1.239,47 €
198.314,82 € à 247.893,53 €	1.983,15 €
247.893,53 € à 495.787,05 €	2.478,94 €
495.787,05 € à 743.680,58 €	4.957,87 €
743.680,58 € à 991.574,10 €	7.436,81 €
991.574,10 € à 1.239.467,63 €	9.915,74 €
+ de 1.239.467,63 €	12.394,68 €

**Article 23.** D'autre part, en application de l'article 6 de la loi du 7 janvier 1958 relative aux Fonds de Sécurité d'Existence, de l'arrêté de loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, une majoration non-remboursable équivalente au taux mensuel pratiqué par l'O.N.S.S., est également due sur les sommes restant impayées et l'amende due.

**Article 24.** Un délai supplémentaire dûment motivé peut être demandé au Fonds par un employeur, par lettre recommandée, à l'attention du gestionnaire du Fonds, au moins 15 jours avant une des échéances prévues.

Dans ce cas et moyennant accord du Fonds, l'amende prévue ne sera pas due par l'employeur, toutefois les majorations en intérêts restent dues.

Un plan d'apurement des dettes dues au Fonds peut être demandé par l'employeur concerné.

La décision du Fonds, d'accorder ou non un plan d'apurement des dettes, est sans appel.

Si un plan d'apurement des dettes a été accepté par le Fonds et que l'employeur concerné n'exécute pas une des échéances prévues, la totalité des sommes dues au Fonds sera exigible immédiatement par ce dernier.

Dans ce cas, aucun autre plan d'apurement ne pourra être demandé par l'employeur concerné, durant une période de un an.

**Article 25.** La décision du Fonds, d'accorder ou non des délais, est sans appel.

**Article 26.** En aucun cas, les facilités ou délais quelconques octroyés par l'Office National de Sécurité Sociale, aux employeurs ou aux secrétariats sociaux ne sont admis pour le paiement de la partie des cotisations sociales patronales destinée directement au Fonds.

**Article 27.** En cas d'accord par le Fonds sur l'établissement d'un plan d'apurement des dettes, l'amende et les majorations en intérêts restent dus.

6

**Article 28.** Dans le cas où un employeur resterait, malgré tout, redevable au Fonds, de cotisations sociales patronales, le recouvrement des dettes se fera par l'entremise du Tribunal du Travail compétent.

Dans ce cas, l'amende et les majorations en intérêts seront toujours réclamées par le Fonds.

**Article 29.** En vertu de l'article 2 de la loi du 7 janvier 1958, les fonds de sécurité d'existence jouissent de la personnalité civile.

**Article 30.** Les montants perçus par le Fonds et représentant l'ensemble des cotisations dues au Fonds par les employeurs, seront gérés par ce dernier en bon père de famille.

Ces sommes seront placées en banque sur des comptes à court, moyen et plus long terme, suivant les dates des dépenses prévues par le Fonds.

Aucun autre placement ne peut être effectué par le Fonds.

**Article 31.** Une projection relative aux divers comptes à terme sera remise aux administrateurs, lors de chaque réunion du Conseil d'administration.

### **Chapitre 7 - Liquidation des prestations, prescription et exclusion.**

**Article 32.** En application de l'article 11 de la loi du 7 janvier 1958 relative aux fonds de sécurité d'existence, la liquidation des prestations ne peut en aucun cas être subordonnée au paiement, par un ou plusieurs employeurs, des cotisations sociales patronales prévues à l'article 4,5° de la dite loi.

**Article 33.** En application de l'article 21, § 2 et 3 de la même loi du 7 janvier 1958, se prescrit par trois ans:

-1° à dater du jour où la cotisation est devenue exigible, l'action dirigée contre un employeur du chef de non-paiement de cette cotisation.

- 2° à dater du jour où la prestation devait être liquidée, l'action d'un bénéficiaire contre le Fonds.

**Article 34.** En application de l'article 20 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, sans préjudice des poursuites pénales éventuelles, peut être exclu du bénéfice des prestations octroyées par le Fonds, pour une durée qui ne peut excéder treize semaines ou vingt-six en cas de récidive, quiconque aura obtenu ou tenté d'obtenir indûment le bénéfice desdites prestations, soit par une déclaration inexacte, incomplète ou tardive, soit en omettant de faire une déclaration à laquelle il est tenu, soit en produisant un document inexact ou falsifié.

## Chapitre 8 - Saisies sur salaires.

**Article 35.** Un règlement d'Ordre Intérieur " R.O.I." détermine les modalités d'application relatives aux saisies sur salaires.

## Chapitre 9 - Gestion.

**Article 36.** Le Fonds est géré par un conseil d'administration composé paritairement de 4 délégués des employeurs et 4 délégués des organisations représentatives des travailleurs ouvriers (ères) » ( C.S.C Alimentation et Services ) » et « ( La centrale Générale F.G.T.B) » dont les mandats sont proposés par chaque groupe, au Conseil d'Administration et sont entériné par l'Assemblée Générale.

Un délégué des organisations représentatives des travailleurs employés (es) « C.S.C Alimentation et Services » et ( « Le S.E.T.CA. »), est proposé par chacune des organisations syndicales à titre d' administrateurs associés uniquement compétent dans le cadre des missions exercées par le Fonds pour les employés (es).

Deux délégués des employeurs sont proposés par 1' A.P.E.G.(association professionnel des entreprises de gardiennage) à titre d'administrateurs associés uniquement compétent dans le cadre des missions exercées par le Fonds pour les employés (es)

En attendant l'entérinement des mandats par l'Assemblée générale, ces derniers sont exécutés à titre provisoire.

**Article 37.** Des membres suppléants, exceptés pour les administrateurs associés, quatre du côté des organisations représentatives des travailleurs et quatre du côté des employeurs, remplacent ceux-ci en cas d'empêchement.

Un membre effectif empêché, même temporairement, peut être remplacé par n'importe lequel des suppléants de son groupe.

**Article 38.** Les délégués des employeurs et les délégués des organisations syndicales représentatives des travailleurs ( euses) en commission paritaire 317 pour les services de garde, sont uniquement et respectivement proposés au Conseil d'administration et révoqués par le groupe auquel ils appartiennent.

**Article 39.** Les administrateurs effectifs et suppléants ainsi que les administrateurs associés exercent leur mandat gratuitement et pour une durée de trois ans.

Ce mandat peut être renouvelé. Il n'y est mis fin avant l'échéance normale, que par décès, démission ou révocation.

Un administrateur peut à tout moment présenter sa démission; cette dernière se fera par lettre recommandée adressée au Président du Conseil d'administration.

Elle prendra effet dès réception de la lettre recommandée par le Président.

Lorsque le mandat d'un administrateur a pris fin prématurément, il est remplacé provisoirement par le membre suppléant de son groupe, jusqu'au moment où il aura été pourvu à son remplacement.



**Article 40.** Le Conseil d'administration du Fonds choisit un Président parmi les Administrateurs effectifs représentant le groupe des organisations syndicales représentatives des travailleurs ( euses) ouvriers ( ères).

Le Vice-Président est choisi parmi les administrateurs représentant le groupe patronal.

Les mandats du Président et du Vice-Président sont de trois ans; ils ne peuvent être renouvelés consécutivement qu'une seule fois.

**Article 41.** En cas d'empêchement du Président, la réunion du Conseil d'administration est présidée par le vice-président et en cas d'absence de ce dernier, par l'administrateur le plus ancien.

**Article 42.** Le Conseil d'administration se réunit dans le courant des mois de mars, juin et octobre de chaque année. Un Conseil d'administration élargi composé des administrateurs effectifs du Fonds ainsi que les administrateurs associés compétents uniquement dans le cadre des missions exercées par le Fonds pour les employés (es) se réunira dans le courant du mois de septembre de chaque année.

**Article 43.** Le Fonds n'est valablement représenté que si deux membres au moins de chaque groupe sont présents.

**Article 44.** Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont envoyées au moins 15 jours à l'avance.

**Article 45.** Un Conseil d'administration peut toujours être réuni à d'autres dates que celles prévues ci-avant, à la condition que la demande en soit faite par le président ou à ce dernier, par deux administrateurs effectifs, peu importe à quel groupe ils appartiennent.

**Article 46.** Au sein du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale, les décisions sont prises à l'unanimité des Administrateurs présents lors des votes.

**Article 47.** Un vote n'est valable que s'il concerne un point placé à l'ordre du jour.

**Article 48.** Au cas où le quorum ne serait pas atteint lors d'une réunion quelconque, une seconde réunion, portant sur le même ordre du jour, doit être tenue dans le courant du mois suivant. Au cours de cette seconde réunion, les membres présents peuvent alors voter valablement, peu importe le nombre des membres présent.

**Article 49.** Le Conseil d'administration représenté par les administrateurs effectifs possède les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tout actes de gestion, d'administration et de disposition dans lesquels le Fonds est impliqué et pour prendre toutes mesures en vue d'assumer le bon fonctionnement du Fonds.

**Article 50.** Tout ce qui n'est pas réservé à la commission paritaire, relève de la compétence du Conseil d'administration.

**Article 51.** Le Conseil d'administration désigne un Gestionnaire, son mandat est à durée indéterminée.

4

**Article 52.** Le gestionnaire ne peut pas être investi d'un mandat d'administrateur au Fonds.

**Article 53.** Le gestionnaire du Fonds assume l'ensemble des tâches de la gestion journalière du Fonds. Le gestionnaire a pour mission de convoquer les administrateurs aux réunions du Conseil d'administration et de l'assemblée générale annuelle, d'établir les rapports des réunions, de préparer ces dernières et de veiller à ce que le rapport des réunions soit signé par le président et les administrateurs présents aux séances.

Dans le cas où le gestionnaire serait absent à une réunion, le président désignera provisoirement un remplaçant parmi les administrateurs présents à la réunion.

Dans ce sens et dans le cadre des présents statuts, il peut donc prendre directement toutes les initiatives qu'il juge nécessaire pour mener à bien l'entièreté de la gestion de ce dernier.

**Article 54.** Le gestionnaire est sous la seule autorité directe du Président du Conseil d'administration.

Il ne reste cependant responsable devant ce dernier, que de la bonne tenue du Fonds, dans le cadre des moyens mis à sa disposition et des lignes directrices, qui lui sont données par le Conseil d'administration du Fonds et par les présents Statuts.

**Article 55.** Le Conseil d'administration investit le gestionnaire de tous les pouvoirs nécessaires à la bonne gestion du Fonds, dans les règles prévues par les présents statuts.

**Article 56.** Pour tous les actes autres que ceux pour lesquels le Conseil d'administration a donné mandat au gestionnaire, il suffit pour que le Fonds soit valablement représenté envers les tiers, d'apposer les signatures conjointes du président du vice-président, sans que ces administrateurs doivent justifier envers les tiers d'une délibération ou d'une autorisation.

Tous les actes de gestion journalière sont signés par le gestionnaire.

**Article 57.** Les documents relatifs à la gestion du Fonds sont fournis par le gestionnaire, au Conseil d'administration lors de chaque réunion ou sur simple demande du président.

Tous les ordres de paiement bancaires, ne sont valables que s'ils sont signés conjointement par le président ou en son absence, par le **Vice-Président** ou en son absence, par l'un des administrateurs et le gestionnaire.

Ce dernier peut toutefois signer seul les ordres de paiement inférieurs à 1.500 € .

Si des frais quelconques doivent être engagés par le Fonds en matière de personnel extérieur, location de bureau ou frais divers, ceux-ci seront remboursés par le Fonds aux fournisseurs, uniquement sur base de factures dûment justifiées.

**Article 58.** Une assurance destinée à couvrir les risques éventuels de défaillance d'un ou plusieurs employeurs, en cas de faillite sera souscrite par le Fonds.

4

**Article 59.** Les administrateurs et le gestionnaire ne sont responsables que de leur mandat et ils n'encourent, à l'égard des engagements du Fonds, aucune responsabilité personnelle du chef de leur mandat.

**Article 60.** L'Assemblée générale se compose des membres effectifs du Conseil d'administration élargie aux commissaires aux comptes et pour la partie réservée aux employés(es) aux administrateurs associés.

### **Chapitre 10. Budget et comptes annuels**

**Article 61.** L'exercice prend cours le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre.

**Article 62.** Chaque année, dans le courant du mois de mars, l'Assemblée générale doit être convoquée afin de contrôler les comptes et bilan du Fonds, de l'année précédente.

**Article 63.** Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont envoyées au moins 15 jours à l'avance.

**Article 64.** Un réviseur d'entreprise et un expert-comptable, extérieur au Fonds, aura été préalablement nommé par la commission paritaire n° 317 pour les services de Garde, afin de contrôler l'exactitude des comptes et d'en faire rapport aux membres de l'Assemblée Générale.

**Article 65.** L'Assemblée générale charge le gestionnaire du Fonds de convoquer les administrateurs à chaque séance annuelle de l'Assemblée générale, d'établir le rapport de séance, de préparer ce dernier et de veiller à ce que le rapport de séance soit signé par tous les membres présents à ladite séance.

**Article 66.** Dans le cas où le gestionnaire serait absent lors de la séance tenue par l'Assemblée générale, cette dernière désignera provisoirement un remplaçant parmi les membres présents à ladite séance.

**Article 67.** La personne chargée de la comptabilité du Fonds ainsi que le réviseur sont invités à la séance de l'Assemblée générale, afin de donner les réponses adéquates aux questions éventuelles posées par les membres de cette dernière.

**Article 68.** Le budget pour l'année suivante sera établi par la personne chargée de la comptabilité du Fonds et sera après accord du gestionnaire, soumis à l'approbation de cette Assemblée générale.

**Article 69.** Les comptes et bilan seront déposés à la commission paritaire avant fin mars de chaque année.

## **Chapitre 11 - Dissolution et liquidation.**

**Article 70.** Le Fonds ne peut être dissout que par suite d'une Convention collective de travail entérinée en Commission paritaire.

La dite Convention collective de travail ne sort ses effets que le premier jour du trimestre qui suit la période de six mois après son dépôt au greffe du Ministère de l'Emploi et du Travail.

**Article 71.** Lorsque le conseil d'administration du Fonds se trouve dans l'impossibilité de remplir son mandat, notamment par suite d'une divergence d'opinion insoluble, il est mis en demeure, endéans les trois mois, par le Président de la Commission paritaire n°317, après en avoir été dûment et immédiatement informé par le Président du Fonds, par envoi recommandé.

**Article 72.** Si dans un délai de trois mois après la mise en demeure, le Conseil d'administration se trouve dans la même impossibilité, le Fonds est automatiquement considéré comme dissous.

**Article 73.** Cette dissolution est confirmée par le Président de la Commission paritaire et sort ses effets le 1<sup>er</sup> jour du trimestre civil qui suit la période de neuf mois après la mises en demeure.

**Article 74.** La Commission paritaire n° 317 pour les services de garde, désigne les liquidateurs, détermine leurs pouvoir et rémunérations, ainsi que l'affectation du patrimoine.

**Article 75.** En cas de dissolution du Fonds de sécurité d'existence, les montants capitalisés, placés sur un compte bancaire séparé et destinés exclusivement aux paiements des indemnités mensuelles de prépension, restent la propriété des travailleurs prépensionnés, dont les dossiers ont été acceptés par le Fonds, avant la dissolution.

Ces indemnités mensuelles de prépension continueront à être calculées par le gestionnaire et versées mensuellement aux travailleurs déjà prépensionnés à la date de la dissolution et sous les directives et la responsabilité des liquidateurs.

**Article 76.** La présente Convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée et porte ses effets à dater du 1<sup>er</sup> octobre 2003.

**Article 77.** La présente Convention collective de travail annule et remplace la Convention collective de travail du 10 avril 1974, modifiée la dernière fois par la Convention collective de travail du 21 novembre 1997, enregistrée le 06 novembre 1998, sous le numéro 49408/CO/317.

ANNEXE 2

COMMISSION PARITAIRE N° 317 POUR LES SERVICES DE GARDE  
CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 30 OCTOBRE 2003  
MODIFIANT ET COORDONNANT LE REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR  
DU FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE.

**Article 1<sup>er</sup>** . Il est institué un règlement d'Ordre Intérieur " R.O.I." en annexe de la Convention collective de travail du 30 octobre 2003.

**Article 2.** Le règlement d'Ordre intérieur fait partie intégrante des statuts du Fonds de sécurité d'existence du gardiennage " F.S.E.G." et possède la même force légale.

**Chapitre 1 - Prime syndicale.**

**Article 1.** Conformément à l'article 6 des statuts du Fonds, les travailleurs ( euses) ouvriers (ère), membres d'une organisation syndicale ouvrière, ont droit à une prime syndicale unique annuelle, déterminée bis-annuellement par la convention collective de travail.  
Cette prime est accordée sur base d'un douzième du montant global annuel pour chaque mois durant lequel l'ayant droit est occupé dans une entreprise du secteur du gardiennage.

**Article 2.** Pour prétendre à la prime syndicale, les ouvriers(ères) doivent atteindre au cours de l'exercice, une moyenne mensuelle minimum de 90 heures de travail ou assimilées, chez un ou plusieurs employeurs du secteur.

**Article 3.** Une prestation de 10 jours de travail, ou assimilés, par mois donne droit à 1/12 de la prime syndicale.

**Article 4.** Les ayants-droit, pensionnés au cours de l'exercice du Fonds ainsi que les héritiers des ayants-droit, décédés au cours de ce même exercice, ont droit au montant intégral fixé plus haut, pour autant que les ouvriers(ères) intéressés remplissent les conditions d'octroi, jusqu'à la date de leur pension ou de leur décès.

**Article 5.** Les heures au cours desquelles l'exécution du contrat de travail est suspendue en vertu des articles 28§2, 28§4 et 30 de la loi sur les contrats de travail du 3 juillet 1978 ( moniteur belge du 22 août 1978), sont considérées comme heures assimilées à des heures de travail.

**Article 6.** Conformément à l'article 6bis des statuts du Fonds, les employés(ées), membres d'une organisation syndicale, ont droit à une prime syndicale unique pour chaque mois entier presté dans l'année, déterminée bis-annuellement par la convention collective de travail.  
Cette prime est accordée sur base d'un douzième du montant global annuel pour chaque mois durant lequel l'ayant droit est occupé dans une entreprise du secteur du gardiennage.

## **Chapitre 2 - Prépension.**

**Article 7.** Pour pouvoir bénéficier de l'octroi de la prépension, le (la) travailleur(euse) ouvrier(ères), affilié(e) à une organisation syndicale ouvrière, introduit sa demande par l'entremise de ladite organisation syndicale.

S'il (si elle) n'est pas syndiqué(e), il(elle) introduit sa demande directement au Fonds.

**Article 8.** Toute reprise d'ancienneté, dûment indiquée sur le contrat de travail de l'ouvrier(ère), entre en ligne de compte pour l'obtention de la prépension.

Une copie du contrat de travail ou de tout autre document justificatif, sera, dans ce cas, joint à la demande de prépension.

**Article 9.** Le (la) travailleur(euse) ouvrier(ère) qui a durant son activité, travaillé, dans un pays ressortissant des communautés européennes doit prouver qu'il(elle) a cotisé(e), régulièrement auprès de l'organisme officiel de la sécurité social du pays considéré.

**Article 10.** pour le calcul de l'indemnité due, les journées d'interruptions de travail pour cause de maladie ou d'accident de travail, sont assimilées à des journées effectivement prestées.

**Article 11.** Les indemnités mensuelles de prépension ne commencent à être liquidées par le Fonds de sécurité d'existence, qu'à dater du mois à partir duquel le dossier est complet et a reçu l'approbation du Fonds et du Bureau de l'administration de l'office de l'emploi concerné.

**Article 12.** Les certificats médicaux indiquant une impossibilité de travail à titre définitif ne sont pas autorisés comme justification de cessation de travail.

**Article 13.** Les conditions d'octroi de la prépension conventionnelle sont déterminées par la loi.

Si des conditions particulières sectorielles sont accordées, elles doivent faire l'objet d'une convention collective de travail entérinée par la Commission paritaire n° 317 pour les services de garde et sanctionnée par un arrêté royal.

Cette convention collective de travail doit déterminer le montant complémentaire en cotisations sociales patronales à verser au Fonds, devant permettre la liquidation desdites indemnités de prépension.

Les conditions particulières sectorielles ne seront d'application pour l'obtention de la prépension, qu'à partir du moment où la convention collective de travail aura été déposée et enregistrée au Greffe du SPF Emploi, Travail et Concertation Sociale, elles seront également publiées au Moniteur belge.

## **Chapitre 3. Allocation extraordinaire de vacances.**

**Article 14.** Pour le calcul de l'allocation extraordinaire de vacances reprise à l'article 8 des statuts du Fonds, les journées d'interruption de travail pour cause de maladie, en l'attente que les procédures liées à la banque carrefour soient opérationnelles, sont assimilés à des journées effectivement prestées et indemnisées au moyen de la formule suivante :

En cas de maladie de plus d'un mois, les 8,33% d'allocation extraordinaire de vacances se rapportant aux quatre premières semaines de maladie sont calculés par l'employeur, pour les montants payés par celui-ci.

Dès intervention de la mutuelle et sur le montant versé par celle-ci, le Fonds appliquera le taux de 8,33%. L'ensemble de la période de maladie est de maximum 312 jours (salaires hebdomadaires garantis compris).

L'assimilation et l'indemnisation résultant d'un accident de travail est incorporée dans le versement mensuel effectué par l'assureur loi de l'employeur.

#### **Chapitre 4. Formulaire.**

##### **Section 1 : Ouvriers.**

**Article 15.** Chaque année, un formulaire, en trois exemplaires, est édité par le Fonds et est distribué vierge, à chaque employeur le 31 octobre au plus tard .

**Article 16.** L'employeur doit faire parvenir au Fonds, au plus tard pour le 15 octobre, une demande écrite précisant le nombre de formulaire dont il a besoin.

Le nombre de formulaires doit correspondre au nombre exact d'ouvriers(ères) bénéficiaires.

**Article 17.** Le modèle et la teinte de ce formulaire sont approuvés chaque année par le Conseil d'administration du Fonds, qui doit se tenir au plus tard avant la fin du mois de septembre.

**Article 18.** Le formulaire comprend les nomenclatures suivantes:

- a. celle destinée aux coordonnées du (de la) travailleur(euse) ouvrier ( ère),
- b. celle destinée à recevoir les coordonnées de l'employeur, soit son numéro d'affiliation à l'Office National de Sécurité Sociale et le numéro de la commission paritaire compétente,
- c. celle destinée à la période de référence,
- d. celle destinée au montant de la prime syndicale,
- e. celle destinée au calcul complet de l'allocation extraordinaire de vacances,
- f. celle destinée au montant de l'indemnité de sécurité d'existence,
- g. celle destinée aux retenues diverses.

**Article 19.** Les nomenclatures a, b, c, e et g, sont dès lors à compléter uniquement par l'employeur, pour tous les ouvriers(ères) concernés(ées) lequel les distribue ensuite à ces derniers(ères), en même temps que les feuilles de salaire du mois de novembre.

4

Les nomenclatures d et f sont à compléter par l'organisation syndicale auprès de laquelle est affilié le (la) travailleur (euse) ouvrier(ère).

En dehors des prescrits prévus par le règlement d'Ordre intérieur, aucun report d'une nomenclature à une autre et aucun calcul supplémentaire, ajout ou changement quelconque, n'est autorisé à être effectué sur le formulaire sauf décision unanime du Conseil d'administration.

Sont seuls valables les formulaires édités par le Fonds.

**Article 20.** Aucun formulaire ne peut être remis aux ouvriers (ères), avant le moment déterminé à l'article 19 ci-avant.

**Article 21.** D'une part, en vertu de la loi du 12 avril 1965 à la protection des rémunérations et la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée, d'autre part, le formulaire reprenant des montants en rémunérations diverses, ainsi que des renseignements d'ordre privés, ne peut être remis par l'employeur, qu'en mains-propres ou sous pli fermé à destination de chaque travailleur (euse) ouvrier (ère), le (la) quelle le remettra personnellement à l'organisation syndicale ouvrière à laquelle il (elle) appartient.

**Article 22.** Aucune collecte de formulaires par un tiers quelconque n'est autorisée, excepté sur remise à ce dernier par le travailleur concerné, d'une procuration manuscrite dûment datée et signée par ce dernier.

**Article 23.** Le (la) travailleur(euse) remet les volets A et B du formulaire à l'organisation syndicale ouvrière auprès de laquelle il (elle) est affilié(e).

**Article 24.** Les organisations syndicales nationales ouvrière sont chargées de la liquidation de tous les avantages repris au formulaire.

**Article 25.** Le (la) travailleur(euse) ouvrier(ère) signe ledit formulaire « pour acquit ».

**Article 26.** Les travailleurs(euses) ouvriers(ères) non syndiqués(ées), expédient par voie postale, les volets A et B du formulaire, directement à l'adresse administrative du Fonds, lequel se chargera de liquider aux bénéficiaires, les avantages qui y sont repris.

## Section 2 : Employés

**Article 27.** Chaque année, un formulaire pour le paiement de la prime syndicale employé(e) en double exemplaire est édité par le Fonds, est distribué vierge à chaque employeur le 31 octobre au plus tard.

**Article 28.** L'employeur doit faire parvenir au Fonds, au plus tard pour le 15 octobre, une demande écrite précisant le nombre de formulaire pour le paiement de la prime syndicale aux employé(e) dont il a besoin.

**Article 29.** Le modèle et la teinte de ce formulaire sont approuvé chaque année par le Conseil d'administration élargi du Fonds, qui doit se tenir au plus tard avant la fin du mois de septembre.



**Article 30.** Le formulaire pour le paiement de la prime syndicale employé (e) comprend les nomenclatures suivantes :

a. celle destinée à recevoir les coordonnées de l'employeur, nom et adresse de la firme, son numéro d'affiliation à l'Office national de sécurité sociale, numéro de commission paritaire.

b. celle destinée à la période de référence, présence au cours de l'exercice, nombre de mois complets prestés et ou assimilés.

c. celle destinée aux coordonnées de l'employé (es), nom, prénom et adresse de l'employé(es), numéro registre national.

d. celle destinée à la date d'affiliation auprès du syndicat, au montant de la prime, celle destinée à recevoir les coordonnées de l'organisation syndicale, le numéro de l'organisme financier de l'employé(e).

**Article 31.** Les nomenclatures a,b et c, sont à compléter uniquement par l'employeur, pour tous les employés (es) lequel les distribue ensuite à ces derniers(ères) en même temps que la fiche de rémunération du mois de décembre.

La nomenclature d est à compléter par l'organisation syndicale auprès de laquelle est affilié l'employé (e).

Sont seuls valables les formulaires édités par le Fonds.

**Article 32.** Aucun formulaire ne peut être remis aux employés(es), avant le moment déterminé à l'article 31 ci-avant.

**Article 33.** D'une part, en vertu de la loi du 12 avril 1965 relative à la protection des rémunérations et la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée, d'autre part, le formulaire reprenant des montants en rémunérations diverses, ainsi que des renseignements d'ordre privés, ne peut être remis par l'employeur, qu'en mains-proprié ou sous pli fermé à destination de chaque employé (e), le (la) quelle le remettra personnellement à l'organisation syndicale à laquelle il (elle) appartient.

**Article 34.** Aucune collecte de formulaires par un tiers quelconque auprès des services émetteurs du formulaire n'est autorisée.

**Article 35.** L'employé (e) remet le formulaire à l'organisation syndicale auprès de laquelle il (elle) est affilié (e).

**Article 36.** Les organisations syndicales nationales sont chargées de la liquidation de tous les avantages repris au formulaire.

**Article 37.** L'employé (e) signe ledit formulaire « pour acquit ».

## **Chapitre 5. - Paiements et avances.**

**Article 38.** Aucun paiement ne sera effectué par le Fonds, en mains-propres, aux travailleurs(euses) ouvriers(ères).

Les indemnités dues aux travailleurs(euses) ouvriers(ères) syndiqués(ées), sont liquidées dans le courant du mois de décembre de chaque année, aux dates fixées, par le Conseil d'administration du Fonds.

**Article 39.** Les avances destinées aux organisations syndicales nationales et prévues pour la liquidation des avantages repris sur les formulaires, seront virées sur les comptes bancaires de ces dernières, à la date décidée, chaque année, par le Conseil d'administration.

## **Chapitre 6. - Indemnité complémentaire de chômage.**

**Article 40.** Une indemnité par jour est allouée aux travailleurs(euses) ouvriers (ères) mis(ses) au chômage économique, dont la durée et le montant sont fixés en commission paritaire.

Si le(la) travailleur(euse) ouvriers (ères) est mis(se) en chômage économique, en attendant que les procédures liées à la banque carrefour soient opérationnelles, l'employeur se charge du calcul de l'indemnité et liquide celle-ci en même temps que son salaire.

Le Fonds rembourse par trimestre les employeurs, sur base de justificatif envoyés par ceux-ci.

## **Chapitre 7. - Administration.**

**Article 41.** Afin de couvrir les frais administratifs engendrés par la liquidation à ses affiliés, des indemnités reprises au formulaire d'allocation extraordinaire de vacances, l'organisation syndicale ouvrière recevra du fonds une indemnité égale à 3,72 € par travailleur(euse).

**Article 42.** De même, le Fonds retiendra sur l'ensemble des avantages destinés aux travailleurs(euses) ouvriers(ères) non syndiqués(es), une somme de 5 € si ces derniers ne dépassent pas 500 € au-delà de cette somme, la retenue sera de 10 €

**Article 43.** Les organisations syndicales ont droit à une indemnité égale à 3,72 € pour la liquidation à ses affiliés employés(ées) de la prime syndicale.

**Article 44.** Chaque année les employeurs transmettrons pour le 15 février la liste des employés(ées) occupés par leur entreprise et les employés(es) concernés par un accord d'entreprise spécifique pour l'année se rapportant au paiement de la prime syndicale. Cette liste devra reprendre le nom, le prénom, le numéro national. Dès réception du décompte émis par le Fonds les employeurs rembourseront celui-ci dans un délai de 15 jours.

**Article 45.** En l'absence de délivrance de la liste ou de paiement au Fonds l'employeur s'expose à une amende équivalent à 10 % de la valeur des primes déclarées augmentée des intérêts de retard.

### **Chapitre 8. - Saisies sur salaire.**

**Article 46.** D'une part les formulaires destinés aux allocations extraordinaires de vacances étant complétés uniquement par les employeurs et d'autre part, Le Fonds de sécurité d'existence ignorant le montant des sommes et indemnités relatives aux travailleurs(euses) ouvriers(ères) occupés(ées) dans les entreprises du secteur, en cas de saisie sur salaire relative à un travailleur(euse) ouvrier(ère), notifiée au Fonds, ce dernier renverra sous pli recommandé à la poste, dans le délai légal de quinze jours prévu par l'article 164 § 5 de l'arrêté royal d'exécution du code des impôts sur les revenus, la déclaration de saisie reçue.

Toutefois, cette déclaration notifiera l'impossibilité du Fonds de satisfaire à la saisie.

Le Fonds y indiquera cependant suivant les renseignements dont il dispose, le nom de l'entreprise à laquelle appartient le travailleur(euse) ouvrier(ère) concerné(e), ainsi que la copie de la lettre qu'il adresse en question et relative à la saisie.

**Article 47.** L'employeur concerné devra tenir compte de ladite saisie dans l'établissement du décompte de fin d'année qui doit apparaître sur le formulaire vierge émis par le Fonds, satisfaire aux retenues nécessaires ainsi qu'à leurs règlements.

**Article 48.** L'employeur enverra un relevé au Fonds, lequel remboursera ce dernier du ou des montants ainsi retenu (s).

### **Chapitre 9. - Gestion.**

**Article 49.** Les mandats des administrateurs effectifs dont il est fait mention à l'article 36 des statuts, sont repris dans une annexe au règlement d'ordre intérieur « R.O.I. » et fait partie intégrante à celui-ci.

**Article 50.** Le présent Règlement d'Ordre Intérieur « R.O.I. » est établi pour une durée indéterminée et annule tous textes quelconques précédents, en vigueur avant le 1<sup>er</sup> octobre 2003 au sein du Fonds de Sécurité d'Existence du Gardiennage.

**TITEL II. STATUTEN**

**Hoofdstuk 1 - Benaming, zetel, doel en duur.**

**Artikel 1.** Krachtens de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid en andere sociale fondsen is een Fonds voor Bestaanszekerheid van de Bewakingsdiensten "F.B.Z.B." opgericht, hierna "het Fonds" genoemd.

**Artikel 2.** De maatschappelijke en administratieve zetel is gevestigd te 1070 BRUSSEL, Birminghamstraat 225.

**Artikel 3.** Het Fonds heeft tot doel:

1. diverse sociale voordelen toe te kennen;
2. de brugpensioenen te beheren;
3. de verdeling en de uitkering van deze voordelen te verzekeren;
4. rechtstreeks, in de plaats van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid de wettelijke werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid te innen die verband houden met het Fonds;
5. alle verplichte aanvullende bijdragen te innen die het Fonds toestaan bepaalde sociale voordelen uit te keren;
6. elke opdracht te vervullen die het door de sociale partners zou worden toevertrouwd.

**Artikel 4.** Het Fonds wordt opgericht voor onbepaalde duur.

**Hoofdstuk 2 - Toepassingsgebied.**

**Artikel 5.** Deze statuten zijn van toepassing op de werkgevers die onder het Paritair Comité nr. 317 voor de bewakingsdiensten vallen, ongeacht of de werking ervan al dan niet is toegestaan door het Ministerie van Binnenlandse Zaken, en op hun werkliedenpersoneel, en voor bepaalde opdrachten op het bedienendpersoneel.

**Hoofdstuk 3 - Voordelen en begunstigden.**

a Vakbondspremie

**Artikel 6.** De mannelijke en vrouwelijke leden van het werkliedenpersoneel die lid zijn van een vakbondsorganisatie hebben recht op een jaarlijkse vakbondspremie die wordt vastgelegd door een collectieve arbeidsovereenkomst, die wordt gesloten binnen het Paritair Comité nr. 317 voor de **Bewakingdiensten**.

De toepassingsvoorwaarden worden bepaald door een Huishoudelijk Reglement "H.R."

4

**Artikel 6bis.** De mannelijke en vrouwelijke bedienden die lid zijn van een vakbondsorganisatie hebben recht op een jaarlijkse vakbondspremie die wordt vastgelegd door een collectieve **arbeidsovereenkomst**, die wordt gesloten binnen het Paritair Comité nr. 317 voor de Bewakingdiensten.

De toepassingsvoorwaarden worden bepaald door een Huishoudelijk Reglement "H.R.".

b. Bruggpensioen

**Artikel 7.** Indien hij/zij de toekenningsvoorwaarden vervult die zijn vastgelegd in de specifieke collectieve arbeidsovereenkomst met betrekking tot de bruggpensioenen kan een mannelijk of vrouwelijk lid van het werkliedenpersoneel vragen de voordelen te mogen genieten die verbonden zijn aan het bruggpensioen.

De toepassingsvoorwaarden worden bepaald door een Huishoudelijk Reglement "H.R.".

c. Buitengewone vakantie-uitkeringen

**Artikel 8.** Een buitengewone vakantie-uitkering wordt jaarlijks toegekend aan de mannelijke en vrouwelijke leden van het werkliedenpersoneel.

Zij is gelijk aan 8,33% van het **brutojaarinkomen** à 100% en is gebaseerd op een referentieperiode, gelegen tussen de 1<sup>ste</sup> oktober van het vorige jaar en de 30<sup>ste</sup> september van het lopende jaar.

Behalve wat de bedrijfsvoorheffing betreft die verschuldigd is op het geheel van de buitengewone vakantie-uitkeringen, is slechts 5,33% van de buitengewone vakantie-uitkering onderworpen aan de bijdragen voor de sociale zekerheid.

De toepassingsvoorwaarden worden bepaald door een Huishoudelijk Reglement "H.R.".

d. Aanvullende pensioenuitkering

**Artikel 9.** Een aanvullende uitkering wordt toegekend aan de mannelijke en vrouwelijke leden van het werkliedenpersoneel die economisch werkloos zijn.

De toepassingsvoorwaarden worden bepaald door een Huishoudelijk Reglement "H.R.".

#### **Hoofdstuk 4 - Uitkering van de voordelen en administratie.**

**Artikel 10.** Behalve de brugpensioenvergoedingen en de diverse voordelen die worden toegekend aan de mannelijke en vrouwelijke leden van het werkliedenpersoneel die niet zijn aangesloten bij een vakbond zijn de nationale vakbondsorganisaties belast met de uitkering van de voordelen waarin de bovenstaande artikelen voorzien.

De toepassingsvoorwaarden worden bepaald door een Huishoudelijk Reglement "H.R.".

**Artikel 11.** Het Fonds neemt alle vereiste administratieve maatregelen opdat de sommen die nodig zijn om de diverse voordelen te kunnen uitkeren op de voorziene datum die elk jaar door de Raad van bestuur van het Fonds wordt vastgelegd ter beschikking worden gesteld van de nationale vakbondscentrales voor werklieden.

**Artikel 12.** Daartoe doen de betrokken nationale vakbondscentrales uiterlijk tegen 15 november aan het Fonds een schriftelijke aanvraag toekomen met opgave van het voorschot dat zij wensen te ontvangen met het oog op de uitkering van de diverse voordelen aan hun aangeslotenen.

Desnoods kunnen de nationale vakbondscentrales voor werklieden om een bijkomende voorschot verzoeken.

Uiterlijk tegen 1 maart van het jaar daarop wordt door de nationale vakbondscentrales aan het Fonds een eindafrekening gericht.

**Artikel 13.** Aan de representatieve vakbondsorganisaties voor de werklieden wordt een vergoeding toegekend, bepaald door het Huishoudelijk Reglement "H.R.", teneinde de kosten te dekken die worden veroorzaakt door de uitkering aan hun aangeslotenen van de diverse voordelen waarin de artikelen 6-7-8-9 voorzien.

Op het geheel van de voordelen die bestemd zijn voor de mannelijke en vrouwelijke leden van het werkliedenpersoneel die niet zijn aangesloten bij een vakbond houdt het Fonds een vergoeding in, zoals bepaald in het Huishoudelijk Reglement "H.R.".

**Artikel 14.** Bij het begin van het volgende jaar en nadat het van de nationale vakbondsorganisaties voor werklieden een exemplaar heeft teruggekregen van alle formulieren, stelt het Fonds een belastingfiche op met betrekking tot de buitengewone vakantie-uitkeringen.

De toepassingsvoorwaarden worden bepaald door een Huishoudelijk Reglement "H.R.".

4

**Artikel 15.** Bij het begin van het jaar na de datum van uitgifte van het formulier en nadat het van de nationale vakbondsorganisaties een exemplaar heeft teruggekregen van alle formulieren voor de uitkering van de vakbondspremie aan het bediendepersoneel gaat het Fonds over tot de terugbetaling aan de vakbondsorganisaties van de bedragen van de vakbondspremie voor het bediendepersoneel.

Aan de representatieve vakbondsorganisaties voor de bedienden wordt een vergoeding toegekend, bepaald door het Huishoudelijk Reglement "H.R.", om de kosten te dekken die worden veroorzaakt door de uitkering aan hun aangeslotenen van de diverse voordelen waarin het artikel 6bis voorziet.

De toepassingsvoorwaarden worden bepaald door een Huishoudelijk Reglement "H.R.".

### **Hoofdstuk 5 - Bedragen van de werkgeversbijdragen die verschuldigd zijn aan het Fonds en de inning ervan door het Fonds.**

**Artikel 16.** De werkgevers, bedoeld in artikel 5 zijn ertoe gehouden werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid te betalen die speciaal bestemd zijn voor het Fonds.

Deze bijdragen die rechtstreeks aan het Fonds moeten worden betaald, hebben tot doel de oogmerken van het Fonds te financieren.

**Artikel 17.** Het totale bedrag van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid die door de werkgevers, bedoeld in artikel 5, verschuldigd zijn aan het Fonds is een percentage berekend op het bedrag van de totale loonsom à 100% van de mannelijke en vrouwelijke leden van het werkliedenpersoneel, door de Raad van bestuur van het Fonds eenparig bepaald en bekrachtigd door het Paritair Comité nr. 317.

**Artikel 18.** Elke wijziging van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid die bestemd zijn voor het Fonds, moet het voorwerp zijn van een beslissing van de raad van Bestuur van het Fonds en worden bekrachtigd door het Paritair Comité.

**Artikel 19.** Krachtens artikel 6, §1 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid moeten de werkgevers maandelijksse aanbetalingen doen.

**Artikel 20.** Vanaf het begin van het tweede kwartaal 1996 zijn dit de uiterste data waarop het Fonds in het bezit moet zijn van de aanbetalingen inzake de bijdragen voor de sociale zekerheid:

voor het 1<sup>ste</sup> kwartaal: 5 februari, 5 maart, 5 april en 30 april (saldo)  
voor het 2<sup>de</sup> kwartaal: 5 mei, 5 juni, 5 juli en 31 juli (niet uitstelbaar saldo);  
voor het 3<sup>e</sup> kwartaal: 5 augustus, 5 september, 5 oktober en 31 oktober (saldo);  
voor het 4<sup>e</sup> kwartaal: 5 november, 5 december, 5 januari en 31 januari (saldo).



4

De maandelijkse aanbetalingen zijn gelijk aan 30% van de bijdragen die verschuldigd zijn voor het voorlaatste kwartaal.

Wat de werkgevers betreft waarvan de totale bijdragen voor de maatschappelijke zekerheid die voor het voorlaatste kwartaal verschuldigd zijn aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid niet meer bedroegen dan 6.197,34 € blijven de kwartaalbetalingen echter van toepassing en de bijdragen die aan het Fonds zijn verschuldigd **moeten uiterlijk vóór 30 april, 31 juli** (niet uitstelbaar), 31 oktober en 31 januari bij het Fonds toekomen.

Indien de werkgever voor het voorlaatste kwartaal aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid geen enkele werkgeversbijdrage voor de sociale zekerheid verschuldigd was, is het bedrag van de maandelijkse aanbetalingen het tarief dat door het Fonds wordt **toegepast** op grond van een forfaitair bedrag van 421,42 € per werkne(e)m(st)er die door de betrokken werkgever tijdens de vorige maand werd tewerkgesteld.

**Artikel 21.** De werkgevers zijn ertoe gehouden uiterlijk vóór de laatste werkdag van de maand na het einde van **elk** kwartaal het Fonds een kopie te doen toekomen van de R.S.Z.-aangifte en van het boekhoudplan met betrekking tot het voorbije kwartaal.

#### **Hoofdstuk 6 - Verhoging en boete wegens laattijdige betaling, invordering.**

**Artikel 22.** Zodra de data worden overschreden die zijn vastgelegd voor de betaling van de aanbetalingen en saldi van de sociale bijdragen die verschuldigd zijn aan het Fonds wordt aan de betrokken werkgever automatisch een boete opgelegd.

Ingeval laatstgenoemde binnen de acht kalenderdagen vanaf de kennisgeving die door het Fonds wordt verzonden, het totale verschuldigde bedrag niet betaalt, wordt overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 juli 2000 (B.S. van 24.08.2000) van **ambtswege** een boete opeisbaar die in eenmaal **moet** worden betaald en die wordt berkend "per schijf" van de bijdragen die tijdens het betrokken kwartaal zijn aangegeven. Deze sanctie wordt **als volgt** toegepast:

## Bedrag van de aangegeven bijdragen

## Boetes

0 tot 18.592,02 €	123,95 €
18.592,02 € tot 24.789,36 €	185,92 €
24.789,36 € tot 37.184,03 €	247,90 €
37.184,03 € tot 49.578,71 €	371,84 €
49.578,71 € tot 61.973,39 €	495,79 €
61.973,39 € tot 74.368,06 €	619,74 €
74.368,06 € tot 99.157,41 €	743,68 €
99.157,41 € tot 123.946,77 €	991,58 €
123.946,77 € tot 198.314,82 €	1.239,47 €
198.314,82 € tot 247.893,53 €	1.983,15 €
247.893,53 € tot 495.787,05 €	2.478,94 €
495.787,05 € tot 743.680,58 €	4.957,87 €
743.680,58 € tot 991.574,10 €	7.436,81 €
991.574,10 € tot 1.239.467,63 €	9.915,74 €
+ 1.239.467,63 €	12.394,68 €

**Artikel 23.** Overeenkomstig artikel 6 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid, de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders is op de onbetaalde sommen en op de verschuldigde boete eveneens een niet-terugbetaalbare verhoging verschuldigd die gelijk is aan het maandtarief dat door de R.S.Z. wordt toegepast.

**Artikel 24.** Een werkgever kan per aangetekende brief, ter attentie van de beheerder van het Fonds, minimum 15 dagen vóór een van de voorziene vervaldagen het Fonds verzoeken om een behoorlijk met redenen omklede extra termijn.

In dit geval en mits het Fonds akkoord gaat, zal de voorziene boete door de werkgever niet verschuldigd zijn; de verhogingen blijven echter wel verschuldigd.

Door de betrokken werkgever kan worden verzocht om een plan tot aflossing van de schulden aan het Fonds.

Tegen de beslissing van het Fonds een plan tot aflossing van de schulden al dan niet toe te staan, is geen beroep mogelijk.

Indien het Fonds heeft ingestemd met een plan tot aflossing van de schulden en de betrokken werkgever een van de overeengekomen vervaldagen niet naleeft, zal het Fonds het totaal van de verschuldigde sommen onmiddellijk kunnen opeisen.

In dat geval zal door de betrokken werkgever gedurende een periode van een jaar om geen ander aflossingsplan kunnen worden verzocht.

4

**Artikel 25.** Tegen de beslissing van het Fonds al dan niet een uitstel van betaling toe te staan is geen beroep mogelijk.

**Artikel 26.** De betalingsfaciliteiten en het uitstel van betaling die door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid aan de werkgevers of aan de sociale secretariaten worden toegestaan, worden in geen geval aanvaard voor de betaling van het gedeelte van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid dat rechtstreeks bestemd is voor het Fonds.

**Artikel 27.** Ingeval het Fonds instemt met de opstelling van een plan tot aflossing van de schulden blijven de boete en de verhogingen verschuldigd.

**Artikel 28.** Ingeval een werkgever ondanks alles aan het Fonds werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid verschuldigd blijft, zullen de schulden worden ingevorderd via de bevoegde Arbeidsrechtbank.

In dit geval zullen de boete en de verhogingen altijd door het Fonds worden geëist.

**Artikel 29.** Krachtens artikel 2 van de wet van 7 januari 1958 bezitten de fondsen voor bestaanszekerheid rechtspersoonlijkheid.

**Artikel 30.** De bedragen die door het Fonds worden geïnd en die het totaal vormen van de bijdragen die door de werkgevers aan het Fonds zijn verschuldigd, worden door het Fonds als een goede huisvader beheerd.

Deze sommen zullen bij de bank worden belegd op rekeningen op korte, middellange of langere termijn, volgens de uitgaven die het Fonds voorziet.

Door het Fonds kan geen enkele andere belegging worden gedaan.

**Artikel 31.** Aan de bestuurders zal op elke vergadering van de Raad van bestuur een voorspelling betreffende de diverse termijnrekeningen worden bezorgd.

### **Hoofdstuk 7 - Uitkering van de prestaties, verjaring en uitsluiting.**

**Artikel 32.** Overeenkomstig artikel 11 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid mag de uitkering van de prestaties in geen geval afhankelijk gesteld worden van de betaling, door één of meer werkgevers, van de bij artikel 4,5° van genoemde wet bepaalde bijdragen.

**Artikel 33.** Overeenkomstig artikel 21, §§ 2 en 3 van dezelfde wet van 7 januari 1958 verjaart na drie jaar:

1° vanaf de datum waarop de bijdrage eisbaar wordt, de vordering tegen een werkgever wegens het niet-betalen van deze bijdrage;

2° vanaf de datum waarop de prestatie moest worden uitgekeerd, de vordering van een gerechtigde tegen het Fonds.

**Artikel 34.** Overeenkomstig artikel 20 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid kan onverminderd de eventuele strafvervolging van het voordeel der prestaties, uitgekeerd door het Fonds voor bestaanszekerheid, worden uitgesloten voor ten hoogste dertien weken, of zesentwintig weken in geval van herhaling, ieder die deze prestaties ten onrechte verkregen heeft of getracht heeft te verkrijgen, hetzij op grond van een onjuiste, onvolledige of laattijdige aangifte, hetzij door na te laten een aangifte te doen waartoe hij verplicht is, hetzij door een onjuist of vervalst bescheid over te leggen.

### **Hoofdstuk 8 - Loonbeslagen.**

**Artikel 35.** Een Huishoudelijk Reglement "H.R." bepaalt de toepassingsvoorwaarden betreffende de loonbeslagen.

### **Hoofdstuk 9 - Beheer.**

**Artikel 36.** Het Fonds wordt beheerd door een raad van bestuur die paritair is samengesteld uit 4 werkgeversafgevaardigden en 4 afgevaardigden van de representatieve organisaties voor werklieden "(ACV Voeding en Diensten" en "(De algemene centrale ABVV)" waarvan de mandaten door elke groep worden voorgedragen aan de Raad van bestuur en die door de Algemene Vergadering worden bekrachtigd.

Een afgevaardigde van de representatieve organisaties voor bedienden "ACV Voeding en Diensten" en "(De BBTK)" wordt door elk van de vakbondsorganisaties voorgedragen als buitengewone bestuurders die enkel bevoegd zijn in het kader van de opdrachten die door het Fonds worden uitgevoerd voor het bediendepersoneel.

Twee werkgeversafgevaardigden worden door de Beroepsvereniging der bewakingsondernemingen voorgedragen als buitengewone bestuurders die enkel bevoegd zijn in het kader van de opdrachten die door het Fonds worden uitgevoerd voor het bediendepersoneel.

In afwachting van de bekrachtiging van de mandaten door de Algemene Vergadering worden laatstgenoemde voorlopig uitgeoefend.

**Artikel 37.** Behalve wat de buitengewone bestuurders betreft, vervangen plaatsvervangers, vier bij de representatieve werknemersorganisaties en vier aan werkgeverskant, de bestuurders die verhinderd zijn.

4

Een zelfs tijdelijk verhinderd effectief lid kan worden vervangen door om het even welke plaatsvervanger van zijn groep.

**Artikel 38.** De werkgeversafgevaardigden en de afgevaardigden van de representatieve vakbondsorganisaties voor de werknemers in het Paritair Comité nr. 317 voor de bewakingsdiensten worden uitsluitend en respectievelijk voorgedragen aan de Raad van bestuur en afgezet door de groep waartoe zij behoren.

**Artikel 39.** De effectieve bestuurders en de plaatsvervangers, alsmede de buitengewone bestuurders oefenen hun mandaat kosteloos uit en voor een duur van drie jaar.

Dit mandaat kan worden vernieuw. Vóór de normale afloopdatum wordt het slechts beëindigd door het overlijden, het ontslag of de afzetting.

Een bestuurder kan op ieder ogenblik zijn ontslag aanbieden; dit dient te gebeuren per aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van de Raad van bestuur.

Het mandaat neemt een einde vanaf de ontvangst van de aangetekende brief door de Voorzitter.

Wanneer het mandaat van een bestuurder voortijdig een einde heeft genomen, wordt hij voorlopig vervangen door de plaatsvervanger van zijn groep tot op het ogenblik dat in zijn vervanging wordt voorzien.

**Artikel 40.** De Raad van bestuur van het Fonds kiest een Voorzitter onder de effectieve bestuurders die de groep vertegenwoordigen van de representatieve vakbondsorganisaties voor het werkliedenpersoneel.

Een Ondervoorzitter wordt gekozen onder de bestuurders die de werkgeversgroep vertegenwoordigen. De mandaten van de Voorzitter en van de Ondervoorzitter hebben een looptijd van drie jaar; achteraf kunnen zij maar eenmaal worden vernieuwd.

**Artikel 41.** Ingeval de Voorzitter verhinderd is, wordt de vergadering van de Raad van bestuur voorgezeten door de Ondervoorzitter en in geval laatstgenoemde afwezig is, door de oudste bestuurder.

**Artikel 42.** De Raad van bestuur komt samen in de loop van de maanden maart, juni en oktober van ieder jaar. Een verruimde Raad van bestuur, samengesteld uit de effectieve bestuurders van het Fonds, alsmede uit de buitengewone bestuurders die enkel bevoegd zijn in het kader van de opdrachten die door het Fonds voor het bediendepersoneel worden uitgevoerd komt samen in de loop van de maand september van ieder jaar.

**Artikel 43.** Het Fonds is maar rechtsgeldig vertegenwoordigd indien ten minste twee leden van elke groep aanwezig zijn.

4

**Artikel 44.** De oproepingen, vergezeld van de agenda, worden ten **minste** 15 dagen vooraf verzonden.

**Artikel 45.** Een zitting van de Raad van **bestuur** kan altijd worden gehouden op andere data dan die **welke** hierboven zijn voorzien, op voorwaarde dat de aanvraag daartoe door de Voorzitter wordt gedaan of aan laatstgenoemde door twee effectieve bestuurders, ongeacht de groep waartoe zij behoren.

**Artikel 46.** Binnen de Raad van Bestuur en de **Algemene** Vergadering worden de beslissingen **genomen** met eenparigheid van stemmen van de Bestuurders die bij de **stemming** aanwezig zijn.

**Artikel 47.** Een stemming is slechts geldig indien zij betrekking heeft op een punt dat op de agenda is geplaatst.

**Artikel 48.** Ingeval tijdens gelijk welke vergadering het quorum niet wordt gehaald, **moet** een tweede vergadering met dezelfde agenda worden gehouden in de **loop** van de volgende **maand**. Tijdens deze tweede vergadering kunnen de aanwezige leden dan rechtsgeldig stemmen, ongeacht het aantal aanwezige leden.

**Artikel 49.** De Raad van bestuur die wordt vertegenwoordigd door de effectieve leden, bezit de **meest ruime** bevoegdheden om **alle** daden van beheer, bestuur en beschikking te stellen waarbij het Fonds is betrokken en om **alle** maatregelen te **nemen** om de goede werking van het Fonds te verzekeren.

**Artikel 50.** Alles wat niet is voorbehouden aan het Paritair Comité valt onder bevoegdheid van de Raad van bestuur.

**Artikel 51.** De Raad van bestuur wijst een Beheerder aan met een mandaat van onbepaalde uur.

**Artikel 52.** De Beheerder kan niet worden bekleed met een mandaat van bestuurder van het Fonds.

4

**Artikel 53.** De Beheerder van het Fonds neemt alle taken waar van het dagelijkse beheer van het Fonds. De beheerder heeft tot taak de bestuurders op te roepen voor de vergaderingen van de Raad van bestuur en voor de jaarlijkse Algemene Vergadering, de verslagen van de vergaderingen op te stellen, laatstgenoemde voor te bereiden en erop toe te zien dat het verslag van de vergaderingen wordt ondertekend door de Voorzitter en door de bestuurders die aanwezig waren op de vergadering.

Ingeval de Beheerder op een vergadering afwezig zou zijn, zal de Voorzitter voorlopig een vervanger aanwijzen onder de bestuurders die op de vergadering aanwezig zijn.

In deze zin en in het kader van deze statuten kan hij dus rechtstreeks alle initiatieven nemen die hij nodig acht om het complete beheer van de Beheerder tot een goed einde te brengen.

**Artikel 54.** De Beheerder staat uitsluitend onder het gezag van de Voorzitter van de Raad van bestuur.

Tegenover de Raad van bestuur is hij echter slechts aansprakelijk voor de goede werking van het Fonds binnen het kader van de middelen die te zijner beschikking worden gesteld en van de richtlijnen die hem worden gegeven door de Raad van bestuur van het Fonds en door deze Statuten.

**Artikel 55.** De Raad van bestuur bekleedt de Beheerder met alle bevoegdheden die noodzakelijk zijn voor het beheer van het Fonds, binnen de perken waarin deze statuten voorzien.

**Artikel 56.** Voor alle andere handelingen dan die waarvoor de Raad van bestuur de Beheerder een mandaat heeft verleend, volstaat het opdat het Fonds tegenover derden rechtsgeldig vertegenwoordigd zou zijn, de gezamenlijke handtekeningen aan te brengen van de Voorzitter en van de Ondervoorzitter, zonder dat deze bestuurders tegenover derden een beslissing of een machtiging dienen aan te tonen.

Alle akten van het dagelijkse beheer worden ondertekend door de Beheerder.

**Artikel 57.** De documenten betreffende het beheer van het Fonds worden door de Beheerder aan de Raad van bestuur bezorgd op elke vergadering of op eenvoudig verzoek vanwege de Voorzitter.

Alle opdrachten tot betaling via de bank zijn slechts geldig indien zij gezamenlijk zijn ondertekend door de Voorzitter of bij diens afwezigheid door de Ondervoorzitter of bij diens afwezigheid door een van de bestuurders en de Beheerder.

Laatstgenoemde mag de betaalopdrachten van minder dan 1.500 € echter alleen ondertekenen.

Indien door het Fonds kosten **moeten** worden gemaakt inzake extern personeel, de huur van kantoren of diverse kosten zullen die door het Fonds aan de leveranciers **enkel** worden terugbetaald op grond van naar behoren verantwoorde facturen.

**Artikel 58.** Het Fonds **moet** een verzekering afsluiten tot dekking van de eventuele risico's van onvermogen van een of meer werkgevers in geval van faillissement.

**Artikel 59.** De bestuurders en de Beheerder zijn slechts aansprakelijk voor hun mandaat en wat de verbintenissen van het Fonds betreft, dragen zij geen enkele persoonlijke aansprakelijkheid uit hoofde van hun mandaat.

**Artikel 60.** De Algemene Vergadering is samengesteld uit de effectieve leden van de Raad van bestuur, **verruimd** met de commissarissen en voor het gedeelte dat is voorbehouden aan het bedienendpersoneel met de buitengewone bestuurders.

#### **Hoofdstuk 10 - Budget en jaarrekening.**

**Artikel 61.** Het boekjaar vangt aan op 1 januari en eindigt op 31 december.

**Artikel 62.** Elk jaar, in de loop van de maand maart, moet de Algemene Vergadering worden bijeengeroepen om de rekeningen en de balans van het Fonds van het vorige jaar te controleren.

**Artikel 63.** De oproepingen, vergezeld van de agenda, worden ten minste 15 dagen vooraf verzonden.

**Artikel 64.** Door het Paritair Comité nr. 317 voor de Bewakingsdiensten zullen vooraf een bedrijfsrevisor en een accountant die niet bij het Fonds in dienst zijn, aangesteld worden om de juistheid van de rekeningen te controleren en daarover verslag uit te brengen aan de leden van de Algemene Vergadering.

**Artikel 65.** De Algemene Vergadering belast de Beheerder van het Fonds ermee de bestuurders op te roepen voor elke jaarlijkse zitting van de Algemene Vergadering, het verslag van de zitting op te stellen, die zitting voor te bereiden en erop toe te zien dat het verslag van de zitting wordt ondertekend door alle leden die op genoemde zitting aanwezig waren.

**Artikel 66.** Ingeval de Beheerder op de zitting van de Algemene Vergadering afwezig is, zal laatstgenoemde voorlopig een vervanger aanstellen onder de leden die op genoemde zitting aanwezig zijn.



4

**Artikel 67.** De persoon belast met de boekhouding van het Fonds, alsmede de revisor worden uitgenodigd op de zitting van de Algemene Vergadering teneinde de passende antwoorden te geven op de vragen die eventueel worden gesteld door de leden van laatstgenoemde.

**Artikel 68.** Het budget voor het volgende jaar zal worden opgesteld door de persoon belast met de boekhouding van het Fonds en zal na akkoord van de Beheerder aan deze Algemene Vergadering ter goedkeuring worden voorgelegd.

**Artikel 69.** De rekeningen en de balans moeten vóór einde maart van ieder jaar worden ingediend bij het Paritair Comité.

### **Hoofdstuk 11 - Ontbinding en vereffening.**

**Artikel 70.** Het Fonds kan slechts worden ontbonden ten gevolge van een collectieve arbeidsovereenkomst die in het Paritair Comité is goedgekeurd.

Genoemde collectieve arbeidsovereenkomst heeft pas uitwerking op de eerste dag van het kwartaal na de periode van zes maanden na de indiening ervan ter griffie van het Ministerie van Arbeid en Tewerkstelling.

**Artikel 71.** Wanneer de Raad van bestuur van het Fonds in de onmogelijkheid verkeert om zijn mandaat te vervullen, onder meer ten gevolge van een onoplosbaar meningsverschil, wordt hij binnen de drie maanden door de Voorzitter van het Paritair Comité nr. 317 in gebreke gesteld, nadat die daarvan naar behoren en onmiddellijk door de Voorzitter van het Fonds per aangetekende brief in kennis is gesteld.

**Artikel 72.** Indien binnen een termijn van drie maanden na de ingebrekestelling, de Raad van bestuur nog altijd in dezelfde onmogelijkheid verkeert, wordt het Fonds automatisch als ontbonden beschouwd.

**Artikel 73.** Deze ontbinding wordt bevestigd door de Voorzitter van het Paritair Comité en heeft uitwerking vanaf de 1<sup>ste</sup> dag van het kalenderkwartaal na de periode van negen maanden na de ingebrekestelling.

**Artikel 74.** Het Paritair Comité nr. 317 voor de Bewakingsdiensten wijst de vereffenaars aan, bepaalt hun bevoegdheid en bezoldiging, alsmede de toewijzing van het vermogen.

4

**Artikel 75.** Ingeval het Fonds voor bestaanszekerheid wordt ontbonden, blijven de gekapitaliseerde bedragen die geplaatst zijn op een afzonderlijke bankrekening en die uitsluitend bestemd zijn voor de betalingen van de **maandelijkse brugpensioenvergoedingen** eigendom van de bruggepensioneerde werknemers waarvan de dossiers door het Fonds vôr de ontbinding werden aanvaard.

Deze maandelijkse brugpensioenvergoedingen zullen door de Beheerder verder worden berekend en maandelijks worden uitgekeerd aan de werknemers die al met brugpensioen waren op de **datum** van de onbinding en volgens de richtlijnen en op verantwoordelijkheid van de vereffenaars.

**Artikel 76.** Deze coUectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur en heeft uitwerking vanaf 1 oktober 2003.

**Artikel 77.** De coUectieve arbeidsovereenkomst heft de coUectieve arbeidsovereenkomst op van 10 april 1974, voor het laatst gewijzigd door de coUectieve arbeidsovereenkomst van 21 november 1997, geregistreerd op 06 november 1998, onder het **nummer** 49408/CO/317, en vervangt deze.

## BIJLAGE 2

PARITAIR COMITÉ nr. 317 VOOR DE BEWAKINGSDIENSTEN  
COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 30 OKTOBER 2003  
TOT WIJZIGING ENCOÛRDINATIE VAN HET HUISHOUELIJK REGLEMENT  
VAN HET FONDS VOOR BESTAANSZEKERHEID

**Artikel 1.** Er wordt een Huishoudelijk Reglement "H.R." ingevoerd als bijlage bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 oktober 2003.

**Artikel 2.** Het Huishoudelijk Reglement maakt wezenlijk deel uit van de statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid van de Bewakingsdiensten "F.B.Z.B." en bezit dezelfde rechtskracht.

### **Hoofdstuk 1 - Vakbondspremie**

**Artikel 1.** Overeenkomstig artikel 6 van de statuten van het Fonds hebben de mannelijke of vrouwelijke werklieden die lid zijn van een vakbondsorganisatie voor werklieden recht op een jaarlijkse vakbondspremie die om de twee jaar door de collectieve arbeidsovereenkomst wordt bepaald.

Deze premie wordt toegekend op grond van een twaalfde van het globale jaarbedrag voor elke maand gedurende welke de rechthebbende is tewerkgesteld in een onderneming van de bewakingssector.

**Artikel 2.** Om aanspraak te kunnen maken op de vakbondspremie moeten de mannelijke of vrouwelijke werklieden in de loop van het boekjaar bij een of meer werkgevers uit de sector een maandgemiddelde van minimum 90 werkuren of daarmee gelijkgestelde uren hebben gehaald.

**Artikel 3.** Een prestatie van 10 werkdagen of daarmee gelijkgestelde dagen per maand geeft recht op 1/12 van de vakbondspremie.

**Artikel 4.** De rechthebbenden die in de loop van het boekjaar van het Fonds met pensioen zijn gegaan, alsmede de erfgenamen van de rechthebbenden die in de loop van datzelfde boekjaar zijn overleden, hebben recht op het volledige bedrag dat hierboven is bepaald, voor zover de betrokken mannelijke of vrouwelijke werklieden tot op de dag van hun pensionering of hun overlijden de toekenningsvoorwaarden vervullen.

4

**Artikel 5.** De uren gedurende welke de uitvoering van de arbeidsovereenkomst wordt geschorst krachtens de artikelen 28 § 2, 28 § 4 en 30 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten (Belgisch Staatsblad van 22 augustus 1978) worden beschouwd als uren die worden gelijkgesteld met werkuren.

**Artikel 6.** Overeenkomstig artikel 6bis van de statuten van het Fonds hebben de mannelijke of vrouwelijke bedienden die lid zijn van een vakbondsorganisatie recht op een vakbondspremie voor elke volledige maand die zij tijdens het jaar hebben gewerkt en die om de twee jaar door de collectieve arbeidsovereenkomst wordt bepaald.

Deze premie wordt toegekend op grond van een twaalfde van het globale jaarbedrag voor elke maand gedurende welke de rechthebbende is tewerkgesteld in een onderneming van de bewakingsector.

## **Hoofdstuk 2 - Brugpensioen**

**Artikel 7.** Om de toekenning van het brugpensioen te kunnen genieten moet het mannelijke of vrouwelijke lid van het werkliedenpersoneel dat is aangesloten bij een vakbondsorganisatie voor werklieden zijn/haar aanvraag indienen via genoemde vakbondsorganisatie.

Indien hij/zij niet bij een vakbond is aangesloten, moet hij/zij zijn/haar aanvraag rechtstreeks bij het Fonds indienen.

**Artikel 8.** Elke overname van anciënniteit die naar behoren in de arbeidsovereenkomst van het mannelijke of vrouwelijke lid van het werkliedenpersoneel is opgenomen, komt in aanmerking voor het verkrijgen van het brugpensioen.

Een kopie van de arbeidsovereenkomst of van elk ander bewijsstuk moet in voorkomend geval bij de aanvraag om brugpensioen worden gevoegd.

**Artikel 9.** Het mannelijke of vrouwelijke lid van het werkliedenpersoneel die tijdens zijn/haar activiteit heeft gewerkt in een land dat tot de Europese Gemeenschappen behoort, moet bewijzen dat hij/zij geregeld bijdragen heeft betaald aan het officiële orgaan voor de sociale zekerheid van dat land.

**Artikel 10.** Voor de berekening van de verschuldigde vergoeding worden de dagen waarop het werk werd onderbroken wegens ziekte of arbeidsongeval gelijkgesteld met daadwerkelijk gewerkte dagen.

**Artikel 11.** De **maandelijkse** brugpensioenvergoedingen worden door het Fonds voor Bestaanszekerheid pas betaald vanaf de **maand** vanaf welke het dossier volledig is en goedgekeurd is door het Fonds en door het betrokken bureau van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening.

**Artikel 12.** De geneeskundige attesten die melding **maken** van een **definitieve** arbeidsongeschiktheid zijn niet toegestaan **als** bewijs voor de stopzetting van het werk.

**Artikel 13.** De voorwaarden betreffende de toekenning van het conventionele brugpensioen worden vastgelegd door de wet.

Indien bijzondere sectorale voorwaarden worden toegekend, moeten zij het voorwerp zijn van een collectieve **arbeidsovereenkomst** die is goedgekeurd door het Paritair Comité nr. 317 voor de bewakingsdiensten en bekrachtigd door een koninklijk besluit.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst **moet** het aanvullende bedrag aan werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bepalen dat aan het Fonds moet worden betaald en die de betaling van genoemde brugpensioenvergoedingen mogelijk moet **maken**.

De bijzondere sectorale voorwaarden zullen voor de verkrijging van het brugpensioen pas van toepassing zijn vanaf het ogenblik dat de collectieve arbeidsovereenkomst is ingediend bij en geregistreerd door de Griffie van het FOD werkgelegenheidsarbeid en sociaal overleg, zij zullen eveneens worden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

### **Hoofdstuk 3. Buitengewone vakantie-uitkering**

**Artikel 14.** Voor de berekening van buitengewone vakantietoelage, **vermeld** in artikel 8 van de statuten van het Fonds worden de dagen arbeidsonderbreking wegens ziekte, in afwachting dat de **procedures** in verband met de kruispuntbank operationeel zijn, gelijkgesteld met effectief gewerkte dagen en vergoed volgens de volgende formule:

In geval van ziekte van langer dan een maand wordt de 8,33% buitengewone vakantietoelage met betrekking tot de eerste vier weken ziekte door de werkgever berekend op de bedragen die door hem zijn betaald.

Zodra het ziekenfonds tegemoetkoming verleent zal het Fonds op het bedrag dat door het ziekenfonds is betaald het percentage van 8,33% toepassen. De ziekteperiode is in totaal gelijk aan maximum 312 dagen ( inclusief gewaarborgd weekloon).

De gelijkstelling en de schadeloosstelling ten gevolge van een arbeidsongeval is begrepen in de maandelijkse betaling die door de arbeidsongevallenverzekeraar van de werkgever wordt gedaan.

## **Hoofdstuk 4. Formulieren**

### **Deel 1: Werklieden**

**Artikel 15.** Elk jaar wordt door het Fonds een formulier in drie exemplaren opgesteld en uiterlijk op 31 oktober blanco ter beschikking gesteld van elke werkgever.

**Artikel 16.** De werkgever moet het Fonds uiterlijk tegen 15 oktober een schriftelijke aanvraag doen toekomen met opgave van het aantal formulieren dat hij nodig heeft.

Het aantal formulieren moet overeenstemmen met het precieze aantal begunstigde mannelijke of vrouwelijke werklieden.

**Artikel 17.** Het model en de kleur van dit formulier worden elk jaar goedgekeurd door de Raad van bestuur van het Fonds die moet bijeenkomen uiterlijk vóór het einde van de maand september.

**Artikel 18.** Het formulier bevat de volgende vakken:

- a. het vak dat bestemd is voor de personalia van het mannelijke of vrouwelijke lid van het werkliedenpersoneel,
- b. het vak dat bestemd is voor de personalia van de werkgever, zijnde zijn aansluitingsnummer bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en het nummer van het bevoegde paritaire comité,
- c. het vak dat bestemd is voor de referentieperiode,
- d. het vak dat bestemd is voor het bedrag van de vakbondspremie,
- e. het vak dat bestemd is voor de volledige berekening van de buitengewone vakantieuitkering,
- f. het vak dat bestemd is voor het bedrag van de vergoeding inzake Bestaanszekerheid,
- g. het vak dat bestemd is voor de diverse inhoudingen.

**Artikel 19.** De vakken a, b, c, e en g moeten voor alle betrokken mannelijke of vrouwelijke werklieden dus enkel worden ingevuld door de werkgever, die het formulier vervolgens aan de betrokken werklieden bezorgt, samen met de loonstaten van de maand november.

De vakken d en f moeten worden ingevuld door de vakbondsorganisatie waarbij het mannelijke of het vrouwelijk lid van het werkliedenpersoneel is aangesloten.

Behalve de voorschriften waarin het Huishoudelijk Reglement voorziet, is op het formulier geen enkele overbrenging van het ene vak naar het andere en geen enkele aanvullende berekening, toevoeging of wijziging hoegenaamd toegestaan, behoudens unanieme beslissing van de Raad van bestuur.

4

Enkel de formulieren die door het Fonds zijn opgesteld, zijn geldig.

**Artikel 20.** Aan de mannelijke of vrouwelijke werklieden mag geen enkel formulier worden overhandigd vóór het tijdstip, bepaald in bovenstaand artikel 19.

**Artikel 21.** Enerzijds krachtens de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers en anderzijds krachtens de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens mag het formulier dat bedragen inzake diverse bezoldigingen en **privé-inlichtingen** bevat door de werkgever **maar** aan de persoon **zelf** of onder gesloten omslag worden overhandigd aan **elk** mannelijk of vrouwelijk lid van het werkliedenpersoneel, die het vervolgens persoonlijk moet overhandigen aan de vakbondsorganisatie voor werklieden waarbij hij/zij is aangesloten.

**Artikel 22.** Het ophalen van de formulieren door enige derde is niet toegestaan, behalve indien aan laatstgenoemde door de betrokken werkneme(e)m(st)er een handgeschreven volmacht wordt gegeven, die naar behoren is gedateerd en door laatstgenoemde is ondertekend.

**Artikel 23.** De werkneme(e)m(st)er bezorgt de delen A en B van het formulier aan de vakbondsorganisatie voor werklieden waarbij hij/zij is aangesloten.

**Artikel 24.** De nationale vakbondsorganisaties voor werklieden zijn belast met de betaling van **alle** voordelen die in het formulier zijn vermeld.

**Artikel 25.** Het mannelijke of vrouwelijke lid van het werkliedenpersoneel ondertekent genoemd formulier "voor voldaan".

**Artikel 26.** De mannelijke of vrouwelijke werklieden die niet bij een vakbond zijn aangesloten, zenden de delen A en B van het formulier rechtstreeks aan het administratieve adres van het Fonds, dat zich zal belasten met de uitkering aan de begunstigden van de daarin vermelde voordelen.

## Deel 2 - Bedienden

**Artikel 27.** Elk jaar wordt door het Fonds met het oog op uitkering van de vakbondspremie aan het bediendepersoneel een formulier in twee exemplaren opgesteld en uiterlijk op 31 oktober blanco ter beschikking gesteld van **elke** werkgever.

9

**Artikel 28.** De werkgever moet het Fonds uiterlijk tegen 15 oktober een schriftelijke aanvraag doen toekomen met opgave van het aantal formulieren dat hij nodig heeft met het oog op de uitkering van de vakbondspremie aan het bediendepersoneel.

**Artikel 29.** Het model en de kleur van dit formulier worden elk jaar goedgekeurd door de verruimde Raad van bestuur van het Fonds, die moet bijeenkomen uiterlijk vóór het einde van de maand september.

**Artikel 30.** Het formulier met het oog op de uitkering van de vakbondspremie aan het bediendepersoneel bevat de volgende vakken:

- a. het vak dat bestemd is voor de personalia van de werkgever, **naam** en adres van de **firma**, zijn aansluitingsnummer bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, het **nummer** van het Paritair Comité;
- b. het vak dat bestemd is voor de referentieperiode, de aanwezigheid in de **loop** van het boekjaar, het aantal gepresteerde volledige **maanden** of **daarmee** gelijkgestelde;
- c. het vak bestemd voor de personalia van de mannelijke of vrouwelijke bediende, zijn/haar naam, voornaam en adres van de mannelijke of vrouwelijke bediende, zijn/haar rijksregisternummer;
- d. het vak dat bestemd is voor de **datum** van aansluiting bij de vakbond, het bedrag van de **premie**, de gegevens van de vakbondsorganisatie, het nummer van de financiële instelling van de mannelijke of vrouwelijke bediende.

**Artikel 31.** De vakken a, b, en c moeten voor alle mannelijke of vrouwelijke bedienden enkel worden ingevuld door de werkgever, die het formulier vervolgens aan de betrokken bedienden bezorgt, **samen** met de loonfiche van de maand december.

Het vak d moet worden ingevuld door de vakbondsorganisatie waarbij de mannelijke of vrouwelijke bediende is aangesloten.

Enkel de formulieren die door het Fonds zijn opgesteld zijn geldig.

**Artikel 32.** Aan de mannelijke of vrouwelijke bedienden **mag** geen enkel formulier worden overhandigd vóór het tijdstip, bepaald in bovenstaand artikel 31.

**Artikel 33.** Enerzijds krachtens de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers en anderzijds krachtens de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens mag het formulier dat bedragen **inzake** diverse bezoldigingen en **privé-inlichtingen** bevat door de werkgever **maar** aan de persoon **zelf** of onder gesloten omslag worden overhandigd aan elk mannelijk of vrouwelijk **lid** van het bediendepersoneel die het vervolgens persoonlijk moet overhandigen aan de vakbondsorganisatie waarbij hij/zij is aangesloten.

**Artikel 34.** Het ophalen van de formulieren door enige derde bij de diensten die het formulier hebben opgesteld is niet toegestaan.



4

**Artikel 35.** De mannelijke of vrouwelijke bediende bezorgt het formulier aan de vakbondsorganisatie waarbij hij/zij is aangesloten.

**Artikel 36.** De nationale vakbondsorganisaties zijn belast met de betaling van alle voordelen die in het formulier zijn vermeld.

**Artikel 37.** Het mannelijke of vrouwelijke lid van het bediendepersoneel ondertekent genoemd formulier "voor voldaan".

### **Hoofdstuk 5. - Betalingen en voordelen**

**Artikel 38.** Door het Fonds mag geen enkele betaling worden gedaan aan de mannelijke of vrouwelijke werklieden zelf.

De vergoedingen die verschuldigd zijn aan de bij een vakbond aangesloten mannelijke of vrouwelijke werklieden worden uitgekeerd in de loop van de maand december van ieder jaar, op de data die door de Raad van bestuur van het Fonds zijn bepaald.

**Artikel 39.** De voorschotten die bestemd zijn voor de nationale vakbondsorganisaties en die voorzien zijn voor de betaling van de voordelen die op de formulieren zijn vermeld, zullen worden overgeschreven op de bankrekeningen van laatstgenoemde, op de datum die ieder jaar door de Raad van bestuur wordt bepaald.

### **Hoofdstuk 6 - Aanvullende werkloosheidsvergoeding**

**Artikel 40.** Aan de mannelijke en vrouwelijke werklieden die economisch werkloos zijn, wordt een dagvergoeding toegekend, waarvan de duur en bedrag in het paritair comité worden bepaald.

Indien de werkmán of werkvrouw economisch werkloos is, belast de werkgever, in afwachting dat de procedures in verband met de kruispuntbank operationeel zijn, zich met de berekening van de vergoeding en keert hij die samen met zijn/haar loon uit.

Het Fonds vergoedt de werkgevers per kwartaal op grond van de door hen ingezonden bewijsstukken.

### **Hoofdstuk 7. - Administratie**

**Artikel 41.** Om de administratiekosten te dekken die worden veroorzaakt door de uitkering aan zijn aangeslotenen van de vergoedingen die zijn vermeld in het formulier voor de buitengewone vakantie-uitkering, ontvangt de vakbondsorganisatie voor werklieden van het Fonds een vergoeding die gelijk is aan 3,72 € per werkne(e)m(st)er.

4

**Artikel 42.** Bovendien houdt het Fonds op het geheel van de voordelen die bestemd zijn voor de niet bij een vakbond aangesloten mannelijke of vrouwelijke werklieden, een bedrag in van 5 € indien die voordelen niet meer bedragen dan 500 €; boven dat bedrag is de inhouding gelijk aan 10 €.

**Artikel 43.** De vakbondsorganisaties hebben recht op een vergoeding die gelijk is aan 3,72 € voor de uitkering van de **vakbondspremie** aan de bij haar aangesloten bedienden.

**Artikel 44.** Elk jaar moeten de werkgevers uiterlijk tegen 15 februari de lijst indienen van de mannelijke en vrouwelijke bedienden die door hun onderneming worden tewerkgesteld, alsmede van de mannelijke en vrouwelijke bedienden die voor het jaar dat betrekking heeft op de betaling van de vakbondspremie onder een specifiek **ondernemingsakkoord** vallen. Deze lijst moet de **naam**, voornaam en het nationaal **nummer** vermelden. Onmiddellijk na de ontvangst van de afrekening die door het Fonds is opgesteld, moeten de werkgevers het Fonds binnen een **termijn** van 15 dagen terugbetalen.

**Artikel 45.** Indien hij de lijst niet indient of het Fonds niet betaalt, stelt de werkgever zich bloot aan een boete die gelijk is 10% van de waarde van de aangegeven premies, verhoogd met de verwijlinteresten.

## **Hoofdstuk 8 - Loonbeslagen**

**Artikel 46.** Aangezien enerzijds de formulieren die bestemd zijn voor de buitengewone vakantie-uitkeringen **enkel** door de werkgevers worden ingevuld en anderzijds het Fonds voor de Bestaanszekerheid niet het bedrag kent van de **sommen** en vergoedingen betreffende de mannelijke of vrouwelijke **werknemers** die zijn tewerkgesteld in de ondernemingen van de sector zal het Fonds in **geval** van loonbeslag met betrekking tot een mannelijk of vrouwelijk lid van het werkliedenpersoneel dat aan het Fonds wordt betekend de ontvangen aangifte van loonbeslag bij ter post aangetekende brief terugzenden binnen de wettelijke termijn van vijftien dagen, die is vastgelegd door artikel 164 § 5 van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Op deze aangifte moet echter melding worden gemaakt van de **onmogelijkheid** voor het Fonds **om** aan het beslag te voldoen.

Volgens de gegevens waarover het beschikt dient het Fonds daarop echter de naam te vermelden van de onderneming waarbij het betrokken mannelijk of vrouwelijk lid van het werkliedenpersoneel is tewerkgesteld en moet het een kopie bijvoegen van de brief die het met betrekking tot het beslag aan de betrokkene richt.

**Artikel 47.** De betrokken werkgever moet bij de opstelling van de afrekening op het einde van het jaar die moet worden ingevuld op het blanco formulier dat door het Fonds is opgesteld rekening houden met genoemd beslag, de vereiste inhoudingen doen en het bedrag ervan **overmaken** aan de beslaglegger.

**Artikel 48.** De werkgever stuurt het Fonds een staat. Het Fonds zal de werkgever het of de derwijze ingehouden bedrag(en) terugbetalen.

4

## **Hoofdstuk 9 - Beheer**

**Artikel 49.** De lastgevingen van de effectieve bestuurders die worden vermeld in artikel 36 van de statuten zijn vermeld in een bijlage bij het huishoudelijk reglement " H.R.", dat er wezenlijk deel van uitmaakt.

**Artikel 50.** Dit huishoudelijk reglement ( H.R.) wordt opgesteld voor een onbepaalde duur en vernietigt alle vorige teksten hoegenaamd die voor 1 oktober 2003 van kracht waren bij het Fonds voor Bestaanszekerheid van de bewakingsdiensten.